

nisme d'autre part. Les événements d'Angleterre soulignent le fait que le « bevanisme » est une expression nécessaire de la radicalisation des masses social-démocrates en Europe occidentale à l'étape actuelle. Des tendances semblables surgiront inévitablement dans ces partis, comme réaction des travailleurs, à mesure que le réarmement s'accroît et qu'ils passeront par des idées et des positions centristes.

Ainsi, tant les ouvriers britanniques que ceux de l'Europe ont un intérêt vital au résultat de la lutte pour la direction qui sévit dans le L.P. Le triomphe de la tendance bevaniste, en dépit de toutes ses insuffisances, pourrait servir à nuire aux plans de guerre impérialistes, à donner une confiance renouvelée aux travailleurs se déplaçant vers la gauche, et à déblayer la route pour de nouveaux progrès des travailleurs britanniques.

Le mouvement ouvrier allemand contre le réarmement

Le relèvement du mouvement ouvrier allemand suit sa logique et son rythme propre. En 1950, la grève des ouvriers du bâtiment représenta la première bataille d'envergure sur le plan économique. La menace unanime des mineurs et métallos d'organiser la grève générale si le droit de co-gestion n'était pas accordé ; la grève des tramways de Stuttgart ; le référendum et le congrès extraordinaire des mineurs combattant les tendances conciliatrices de la bureaucratie syndicale en matière de salaires, la grève des métallos du pays de Hesse, conduite avec une combattivité remarquable ; les grèves sauvages des dockers de Brême et de Hambourg, telles furent les étapes de la lutte économique au cours de l'année 1951. Ce développement de combats de classe dont l'ampleur s'élargit progressivement ne pouvait pas ne pas produire ses résultats sur la maturation de la conscience politique des travailleurs allemands. La révolte spontanée des cadres syndicaux contre le réarmement au début de 1952 en marque la première manifestation importante.

Les grands débats parlementaires à Bonn sur le réarmement avaient déjà mis en éveil l'opinion publique à ce sujet. La publication, au début de l'année, de déclarations officielles montrant que l'organisation des premiers détachements allemands était imminente avait échauffé l'atmosphère. C'est alors que le 20 janvier un membre de la direction du D.G.B. — confédération des syndicats allemands — von Hoff prononça un discours à Oberhausen dans lequel il s'exprima en faveur de la remilitarisation. Le président du D.G.B., Christian Fette, s'exprima dans les mêmes termes. Ces déclarations mirent le feu aux poudres. En quelques heures, des centaines de résolutions de protestation adoptées par des sections locales ou régionales du D.G.B. plurent au local central du D.G.B. à Dusseldorf. Le nombre de ces résolutions n'a pas été précisé jusqu'à ce jour, mais les estimations varient entre 450 et 800. Le centre du mouvement de protestation se trouvait en Allemagne méridionale et centrale, dans les « Länder » de Bavière, de Hesse, de Wurtemberg-Bade et de Rhénanie-Palatinat. De nombreux cartels syndicaux locaux, représentant des dizaines de milliers d'ouvriers, tels ceux de Francfort, de Munich, de Stuttgart, de Nuremberg, d'Augsburg, de Kaiserslautern, se prononcèrent énergiquement contre les déclarations de von Hoff-Fette et contre tout réarmement allemand dans les conditions actuelles. Des grèves d'avertissement eurent lieu à Esslingen (dans le Wurtemberg), aux usines Daimler-Benz à Mannheim, dans un charbonnage de Gelsenkirchen, etc. Le mouvement atteignit son point culminant à la conférence extraordinaire du D.G.B. de Bavière, rassemblant le 10 février 116 délégués à Munich. Dans une atmosphère de grande combattivité ainsi que de méfiance extrême envers les bureaucrates, les délégués se prononcèrent à l'unanimité contre tout réarmement, et adoptèrent la résolution la plus radicale qui ait été votée au cours de toute la discussion dans le D.G.B. Cette résolution, comme celle des métallos de Francfort, devint le centre de ralliement de toute l'aile gauche dans les syndicats.

Sous cette pression de la base, la direction fédérale fléchit et recula. La partie nettement social-démocrate de l'appareil central — représentée par le président du syndicat des métallos, Freytag — se délimita de Fette et von Hoff, discrédités par leur attitude pro-militariste. Une conférence nationale, sans pouvoir de décision, fut convoquée les 28 et 29 février à Dusseldorf, rassemblant les présidents des cartels locaux et régionaux du D.G.B. ainsi que les membres de la